L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 6 NOVEMBRE 1886. 60me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI, 6 NOVEMBRE 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$3 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse Arcade

PAR JAS. P. GUINAULT.—Bâtisse en brique à étage, formant l'encoignure des rues St-Pierre et Trémé. Résidence, rue Kerlerec, No. 71, magasin en brique à deux étages, encoignure Baronne et Girod. Maison double à deux corps de logis, rue des Remparts, No. 450. Actions d'assurances.

PAR LE SHERIF—Au local No. 487 rue du Canal, à 10 heures 30 a. m., un fort lot de meubles de valeur, effets, mobiliers, divers, etc. Et à 1 heure 30 p. m., à l'entrepôt rue Notre-Dame entre Tchoupitoulas et Magasins, meubles de maison, de valeur.

Le protectionisme aux Etats-Unis.

Les élections de mardi dernier, dont nous ne connaissons pas encore exactement tous les résultats, nous ont, dès la première heure, au reçu des premières dépêches, donné de singulières surprises et fait assister à un véritable coup de théâtre. Quelques hommes d'une rare valeur, d'une influence que personne ne contestait, d'une popularité qui semblait à l'abri de toute atteinte, viennent d'essuyer une cruelle défaite, et ceux d'entre eux qui n'ont pas été complètement battus, ont vu réduire leur majorité, autrefois si forte, à des chiffres infimes. Il y a là, pour eux et pour leurs adhérents, matière à de salutaires réflexions. C'est un terrible coup qui atteint MM. Frank Hurd, Wm Hill, de l'Ohio ; R. Lowry, de l'Indiana; W. Morrison, de l'Illinois ; J. Carlisle, du Kentucky. Ce dernier, il est vrai, conservera, peut-être, son siège, mais quelle humiliation pour l'un des représentants les plus brillants d'un grand parti, pour un chef d'école économique au Congrès, pour un homme qui a occupé, deux fois, le second ou troisième poste de l'Etat—celui de président de la Chambre—d'être mis en échec par un obscur politicien de ward," par un parfait inconnu, M. Theobe ou Thoebe, car les dépêches ne s'accordent même pas sur l'épellation de son nom !

Comment un personnage infiment connu M. Hurd est-il représenté son district, depuis plus de seize ans; comment M. Morrison, qui a été envoyé, dix fois, par son Etat, au Congrès, comment les autres politiciens de marque que nous citons plus haut, se sont-ils attiré une pareille leçon ; car—chose qu'il faut noter—ils appartiennent tous à une même fraction du parti démocrate, à l'école libre-échangiste. Comment ! C'est qu'ils se sont heurtés au sentiment populaire ; c'est qu'ils ont voulu lutter, à tout prix, contre la marée montante du protectionisme à cette heure plus puissant que jamais et que l'entrée, dans l'arène politique, de l'élément travailleur, vient encore affermir.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date leur combat obstiné contre l'opinion publique. Depuis longtemps il comprompet le parti démocrate; il a, certainement, retardé de quatre ans, sinon de huit sa rentrée au pouvoir. S'il durait encore, après la terrible leçon que vient d'infliger le corps électoral le cas de ceux qui en étaient les inspirateurs, il mettrait de nouveau la Présidence en péril et risquerait de la faire passer, en 1888, entre les mains des républicains. C'est ce combat, n'en pas douter, qui a empêché la démocratie de profiter de la victoire remportée en 1884, et de gagner, tous les jours, du terrain, au lieu de piétiner sur place, comme elle l'a fait depuis lors.

Nous en voulons à la clique libre-échangiste ; elle fions a fait trop de mal. Avec une administration comme celle que nous possédons, avec un Président ayant la haute valeur morale de M. Cleveland, notre parti devrait jouir d'une immense popularité et pouvoir affronter, sans crainte, les dangers d'une élection générale. C'est elle, c'est sa persistante coupable, c'est son incroyable aveuglement, son inqualifiable arrogance qui nous valent une victoire douteuse, tandis que nous pouvions remporter un triomphe éclatant.

Il n'y a pas à s'illusionner sur ce sujet. Il suffit d'interroger les dépêches; la réponse est claire et presque toujours la même : les idées libre-échangistes, dont le peuple ne veut pas, qu'il a en horreur, parce que leur application nuirait à ses intérêts matériels, parce qu'elle mettrait en danger les industries qui le font vivre, forcerait, âse fermer les ateliers où il trouve de l'emploi. Il se rejetterait, sans hésiter, dans les bras du radicalisme plutôt que de laisser mettre en pratique la doctrine économique de ces messieurs. C'est une idée fixe chez lui. Loin de s'affaiblir, elle grandit sans cesse. Voilà sept à huit ans que nous voyons faire échec aux propositions tarifaires, envahir, peu à peu, tous les Etats, s'attaquer à tout ce qui la gêne, ruiner les situations les mieux établies, et elle ne s'arrêtera dans ses exécutions, que quand elle aura renversé tout ce qui la contrarie, quand elle aura fait table rase.

Elle est terrible la force du peuple, surtout quand ce dernier est entraîné par un courant presque irrésistible, quand il poursuit un but bien *déterminé* et dont il se rend exactement compte. Malheur à qui essaie de lui barrer le passage ! il l'écrase sans pitié, il lui passe sur le corps, sans s'inquiéter ni de la valeur, ni de la qualité de la victime, ni même des services qu'elle peut lui avoir rendus.

MM. Hurd et Carlisle—pour ne citer que ces trois personnages—en savent maintenant quelque chose. Il est étonnant qu'avec la connaissance qu'ils ont eu devraient avoir des hommes et des populations qu'ils manient depuis si longtemps, il n'en soient pas encore à connaître la nature et le caractère de ceux de la défaite à laquelle ils s'exposaient et n'aient pas cherché à l'éviter par une savante et habile conversion.

Ils avaient, il est vrai, d'assez bonnes raisons de se considérer comme indispensables, de croire qu'un tel tonnerre ne tomberait pas sur les personnes, qu'on respecterait des positions légitimement acquises, à force de talent et de travaux souvent très utiles. Nous ne pensions pas que le scrutin les renverserait aussi sévèrement de leur piédestal ; c'était ailleurs que nous cherchions le remède au mal dont souffre la démocratie, les moyens de réduire au silence le libre-échange de mettre un terme à ses malencontreuses tentatives. Il nous reviendra, bien mûr, que M. Carlisle sauvât à sa naufrage, qu'au moment de couler à fond, il a rencontré une planche de salut qui lui a permis de se maintenir à la surface. Il arrivera au port, nous dit-on, bien fatigué, bien épuisé, mais il y arrivera, et nous en sommes bien aises. Il est été fâcheux que la Chambre fût privée de ses lumières. A part ses erreurs, ses déplorables lubies économiques, c'est un homme politique de grande valeur et nous vissons moins à la mort du pêcheur qu'à sa conversion. La leçon a été vertement administrée ; espérons qu'elle profitera. Remis, de gré ou de force, dans le bon chemin, il peut encore fournir une brillante carrière et rendre d'éminents services.

Après tout, le peuple américain ne demande pas plus que ce qu'il a parfaitement le droit d'exiger. Quel but pourrions-nous en commun ? d'abord et pardessus tout, l'abandon franc, loyal, du système de tarif, uniquement en vue du revenu. Qu'est le système condamné, sinon la libre échange déguisé, le délaissement des industries et du travail national, livrés à leurs propres forces, aux hasards d'une concurrence extérieure qui peut, d'un moment à l'autre, les ruiner et jeter des millions de travailleurs sur le pavé ? Ce qu'il veut, c'est une protection, non pas comme l'entend et la pratique le parti républicain, exagérée, d'un côté, insuffisante, de l'autre, injuste, basée sur des préférences ou des antipathies que rien ne justifie—mais égale pour tous, sans distinction de parti politique, de section territoriale, de branche de l'activité industrielle, ennemie du monopole, sous quelque forme qu'il se présente; aussi favorable au pauvre qu'au riche et respectant le producteur, sans nuire aux intérêts du consommateur.

Voilà ce que veulent les millions de travailleurs américains, qui sont, en même temps, électeurs; qui font et défont, par conséquent, le Congrès à leur guise et renversent, sans pitié, ceux qui prétendent leur imposer d'autres idées, d'autres lois.

On s'était imaginé que le Grand Ouest qui est, d'abord, agriculteur, résisterait à l'envahissement du système protectionniste, même augement et impartialement appliqué; on s'était trompé. C'est précisément de ce côté que se sont faites, cette fois, les manifestations les plus nettes, les plus hardies, les plus décisives, et que le libre échange compte le plus de vaincus. On peut dire, aujourd'hui, hardiment, que toute l'Union est protectionniste. Il est inutile de lutter contre le courant; on ne l'arrête pas et il submergerait ceux qui tenteraient de lui résister. Qu'on demande à M. Morrison ce qu'il en pense.

LOUISIANE.

L'Eagle, paroisse St. Bernard, du 4 novembre :

Nos pacaniers sont presque nus, cette année. Ce sont les vers qui en sont la cause; il ont dévoré toutes les feuilles, tous les fruits, et n'ont laissé absolument que les branches.

—En passant devant l'habitation Poydras, notre attention a été attirée par une terrible tranchée pratiquée dans la levée du devant de cette propriété. Nous ignorions d'où provenait cette violation de la loi. On nous a dit que l'on avait fait la tranchée pour se débarrasser des trous d'écrevisses.

—La récolte de riz rapporte si peu aux planteurs, par suite de l'entente de des spéculateurs, que tout le riz coupé sur la vaste habitation de M. C. Story se trouve encore en meules dispersées dans le champ. A quoi bon le battre et l'expédier, tant que les prix ne hausseront pas?

—Il résulte, des examens que l'on a faits des champs de cannes de la paroisse St-Bernard, que la récolte sera très satisfaisante. Les longues sécheresses ont rendu la canne moins abondante, mais la matière saccharine y est en plus grande quantité qu'à l'ordinaire.

—Samedi, le général Batchelor, sous-quartier-maître général, a ouvert, à Washington, les soumissions faites conformément à l'avis publié en vue de la construction du chemin qui doit partir des casernes Jackson des Etats-Unis et aboutir au cimetière de Chalmette. Il y avait quatre soumissionnaires. C'est M. Robert McNamara qui a obtenu la concession des travaux. Sa proposition était conforme aux conditions imposées par le ministère de la guerre. On sait qu'il a été voté, dans ce but, $25.000. M. McNamara s'engage à faire un chemin coquillé et macadamisé.

La chaussée se composera d'un mélange de sable du fleuve, de coquilles d'huîtres et de sable ; le tout ayant neuf pouces d'épaisseur, après que le rouleau aura passé par dessus, seize ans. Le nassement sera fait. Il y aura trois couches, successives, dont chacune sera arrosée et comprimée; plus, une épaisseur de neuf pouces de sable de première qualité qui sera de nouveau passé au rouleau. Les travaux seront de première qualité, provenant de Barataria. Le gravier viendra de la rivière aux Perles, ou de tout autre endroit où l'on trouve la même qualité de matière première. On se servira comme mortier, de ciment américain de qualité supérieure et de sable soigneusement tamisé. Le tuyau de drainage sera de première qualité, solidement joint et les grilles seront en excellent fer. Le rouleau dont on se servira devra peser au moins 6000 livres. Le poids paraît suffisant pour comprimer solidement le terrain et éviter toute crevasse, toute fissure.

Le contrat stipule que les travaux seront achevés le 1er janvier et que le chemin pourra, ce jour-là, être livré au public—ce qui ne veut pas dire qu'on va se mettre immédiatement à la besogne.

Le Times, Shreveport, paroisse Caddo, du 4 novembre :

Nous extrayons, de nos nouvelles de l'élection, les quelques notes suivantes, qui les accompagnent :

" A Coushatta, les fermiers ont eu un magnifique temps depuis trois semaines ; ils en ont profité pour activer la récolte, mais il reste encore beaucoup de produit dans les champs. Les résultats sont bons. La rivière baisse."

—De Natchitoches, on nous écrit; "temps très bons, clair et frais, depuis quelques jours. La cueillette du coton se fait rapidement."

Le *Capitolian-Advocate*, Baton-Rouge, paroisse East Baton Rouge, du 4 novembre :

Le Club des Fermiers a, dans sa dernière réunion, voté, sur la proposition du Dr. Miles, des résolutions demandant l'organisation d'une société d'agriculture d'Etat.

Le Bureau d'agriculture d'Etat est requis de prendre des mesures pour cette fondation. Des délégués des différentes paroisses de l'Etat seront invités à assister à une réunion qui aura lieu à Baton Rouge, le plus tôt possible, pour procéder à l'organisation. Les clubs et associations agricoles seront également invités à envoyer des délégués.

LA SOUMISSION DE L'ANGLETERRE.—Nous lisons, dans le *Temps:*

L'Angleterre subit la conséquence d'événements auxquels elle ne s'est pas fait faute d'applaudir à Torigine, et dont elle n'a pas l'air, aujourd'hui encore, de comprendre toute la signification. C'est la ruine de l'équilibre européen, c'est l'hégémonie d'une grande puissance militaire, qui ont amené la formation des armées permanentes dont la qui pèse de lui barrer le passage ! il l'écrase sans pitié, il lui passe sur le corps, sans s'inquiéter ni de la valeur, ni de la qualité de la victime, ni même des services qu'elle peut lui avoir rendus.

MM. Hurd et Carlisle—pour ne citer que ces trois personnages—en savent maintenant quelque chose. Il est étonnant qu'avec la connaissance qu'ils ont eu devraient avoir des hommes et des populations qu'ils manient depuis si longtemps, il n'en soient pas encore à connaître la nature et le caractère de ceux de la défaite à laquelle ils s'exposaient et n'aient pas cherché à l'éviter par une savante et habile conversion.

Ils avaient, il est vrai, d'assez bonnes raisons de se considérer comme indispensables, de croire qu'un tel tonnerre ne tomberait pas sur les personnes, qu'on respecterait des positions légitimement acquises, à force de talent et de travaux souvent très utiles. Nous ne pensions pas que le scrutin les renverserait aussi sévèrement de leur piédestal ; c'était ailleurs que nous cherchions le remède au mal dont souffre la démocratie, les moyens de réduire au silence le libre-échange de mettre un terme à ses malencontreuses tentatives. Il nous reviendra, bien mûr, que M. Carlisle sauvât à sa naufrage, qu'au moment de couler à fond, il a rencontré une planche de salut qui lui a permis de se maintenir à la surface. Il arrivera au port, nous dit-on, bien fatigué, bien épuisé, mais il y arrivera, et nous en sommes bien aises. Il eût été fâcheux que la Chambre fût privée de ses lumières. A part ses erreurs, ses déplorables lubies économiques, c'est un homme politique de grande valeur et nous vissons moins à la mort du pêcheur qu'à sa conversion. La leçon a été vertement administrée ; espérons qu'elle profitera. Remis, de gré ou de force, dans le bon chemin, il peut encore fournir une brillante carrière et rendre d'éminents services.

Après tout, le peuple américain ne demande pas plus que ce qu'il a parfaitement le droit d'exiger. Quel but pourrions-nous en commun ? d'abord et pardessus tout, l'abandon franc, loyal, du système de tarif, uniquement en vue du revenu. Qu'est le système condamné, sinon la libre échange déguisé, le délaissement des industries et du travail national, livrés à leurs propres forces, aux hasards d'une concurrence extérieure qui peut, d'un moment à l'autre, les ruiner et jeter des millions de travailleurs sur le pavé ? Ce qu'il veut, c'est une protection, non pas comme l'entend et la pratique le parti républicain, exagérée, d'un côté, insuffisante, de l'autre, injuste, basée sur des préférences ou des antipathies que rien ne justifie—mais égale pour tous, sans distinction de parti politique, de section territoriale, de branche de l'activité industrielle, ennemie du monopole, sous quelque forme qu'il se présente; aussi favorable au pauvre qu'au riche et respectant le producteur, sans nuire aux intérêts du consommateur.

Voilà ce que veulent les millions de travailleurs américains, qui sont, en même temps, électeurs; qui font et défont, par conséquent, le Congrès à leur guise et renversent, sans pitié, ceux qui prétendent leur imposer d'autres idées, d'autres lois.

On s'était imaginé que le Grand Ouest qui est, d'abord, agriculteur, résisterait à l'envahissement du système protectionniste, même augement et impartialement appliqué; on s'était trompé. C'est précisément de ce côté que se sont faites, cette fois, les manifestations les plus nettes, les plus hardies, les plus décisives, et que le libre échange compte le plus de vaincus. On peut dire, aujourd'hui, hardiment, que toute l'Union est protectionniste. Il est inutile de lutter contre le courant; on ne l'arrête pas et il submergerait ceux qui tenteraient de lui résister. Qu'on demande à M. Morrison ce qu'il en pense.

L'Exposition de 1889, en France.

Discours de M. Lockroy, ministre du commerce et de l'industrie.

La commission de contrôle et de finances de l'Exposition, dite commission des 43, a tenu le 22 octobre, sa première séance, sous la présidence de M. Lockroy, ministre du commerce et de l'industrie.

Rappelons qu'aux quarante-trois membres nommés par décret du président de la République, il a été adjoint les trois directeurs de l'Exposition, trois secrétaires et dix-sept représentants des différents ministères, ayant seulement voix consultative. La commission se compose donc, en réalité, y compris M. Lockroy, qui la préside, de soixante-sept membres.

Les bâtiments du Ministère du commerce, au quai d'Orsay, ne contenant pas de salle suffisamment spacieuse pour une réunion aussi nombreuse, la commission a dû siéger dans une salle du Ministère des travaux publics.

M. Lockroy a, au début de la séance, prononcé le discours suivant :

"Messieurs,

"Cette grande œuvre de l'Epoition internationale universelle, si longtemps mise en doute et dont la réalisation a semblé quelque temps impossible, qui a rencontré tant de sceptiques ou d'adversaires, est, à partir d'aujourd'hui, une réalité légale. Toutes les conditions imposées par le législateur ont été remplie, en moins de six mois. L'Exposition, pour me servir des termes de la loi, a reçu "la sanction législative", et le capital de 18 millions exigé pour la société de garantie a été non seulement atteint, mais dépassé. Les souscriptions s'élèvent, à l'heure où je parle, à plus de 22 millions.

"Ce chiffre considérable de millions a été atteint sans recourir à une souscription publique, sans fracas, je dirai presque sans publicité.

"L'argent est venu de toutes parts, et il n'a point été sollicité par l'appât de gros bénéfices ; quand on parcourt nos listes de l'*Officiel*, on trouve, à côté des plus grands noms de la finance et des versements les plus considérables, l'apport humble et fier de petits industriels, d'employés et d'ouvriers syndiqués. Notre œuvre commence bien, puisqu'elle commence honnêtement.

"Nous ne pouvons espérer, d'ailleurs, qu'elle se présentât sous de plus favorables auspices. Chacun a voulu témoigner de sa confiance dans la réussite; chacun a compris qu'il s'agissait d'une entreprise patriotique qui nous montrât au monde ce que nous sommes en réalité! Un peuple énergique, puissant par ses découvertes et par son travail, par son commerce, par son industrie, par sa science, et que le hasard de ses défaites n'a ni affaibli ni abattu. En 1867, la Société de garantie mettait à peine 8 millions en ligne ; c'est avec un capital à peu près triplé qu'elle s'est constituée aujourd'hui.

"Messieurs, nos ennemis d'alors, la France. Nous avons fait appel à toutes ses forces vives, sans distinction de nuances ou de partis, et elle nous a répondu. Les chambres de commerce, les comités d'arts et de manufactures, les municipalités, les départements, les chambres syndicales, les grands établissements de crédit, les négociants, les industriels, les particuliers enfin ont entendu notre appel. Nous avons maintenant, pour garantie de leur concours, l'élan de leur bonne volonté et la spontanéité de leur appui.

"Nous avions droit de compter sur leur bonne volonté, et cependant, par la force même des choses, que de difficultés et d'obstacles n'avions-nous pas à rencontrer! Votre patriotisme en a beaucoup aplani, messieurs, mais que de tourments et d'inquiétudes pour créer un système nouveau d'organisation, inusité, il y aura tout à l'heure, depuis le système de 1867, mais si différent dans son mode d'application, dans sa constitution même! Que de graves et petites questions nous ont arrêtés, les petites plus que les graves bien souvent, alors que nous sentions tous que la prolongation de la période de solitaire, hôte inquiet pouvait durer plus longtemps sans compromettre le succès de l'entreprise! Il faut avoir suivi notre travail depuis le premier jour jusqu'aujourd'hui pour savoir quelle multitude de difficultés diverses s'enchevêtrèrent sur le chemin que nous parcourions : difficultés légales, techniques, personnelles ; combien nous avons rencontré de traîtresses latentes, de mauvaise volonté injustifié, de jalousie inattendue.

"Ah ! messieurs, tournez vous vers mes collègues : ils vous en diront sur ce point plus que moi, et mieux que moi ils pourraient vous le dire. J'ai demandé à tous mes prédécesseurs au ministère du commerce et de l'industrie de vouloir bien m'éclairer de leur conseil, de leur expérience, de leurs talents, de leur influence, et la commission a bien voulu se réunir plusieurs fois en présence de M. Berger, l'organisateur de l'Exposition de 1878, l'honorable M. Teisserenc de Bort, dont le caractère est aussi élevé que la compétence est étendue ; M. Tirard, M. Rouvier, M. Dautresme, qui tous ont traité déjà au moins de principe de l'Exposition de 1889 en la préparant.

"Elle ne serait pas complète non plus, notre commission, si elle n'avait point pour vice-président l'honorable M. Chrisophle. C'est à son énergie (et je ne plais à lui en rendre un public hommage public), c'est à son patriotisme communicatif, à ses vues claires et patriques que nous devons en grande partie du succès de la souscription. En le remerciant, je remercie la Société de garantie, constituée sous ses auspices.

"Quant au conseil municipal, messieurs, comme dans toutes les grandes occasions où des questions patriotiques se trouvent engagées, il a été à l'extrême limite du dévouement et du devoir.

"Ce n'est point, cette fois, 6 millions qu'il a remis à l'Exposition, c'est 8 millions. Il a voulu augmenter sa participation ordinaire, montrant ainsi que, le jour où le gouvernement de la République lui fait appel, il se préoccupe autant de la France que de Paris, dont il a l'honneur de représenter les intérêts.

"Ce grand patriotisme qui vous anime tous, messieurs, vous fera paraître légers vos graves devoirs. Vous savez, aux termes de la loi, "être constitués par le ministre sur toutes les questions intéressant la gestion financière de l'Exposition, et il ne pourra être passé outre à votre avis toutes les fois qu'il s'agira de questions concernant les recettes de l'Exposition".

"La commission de contrôle et de finances, dit encore la loi, est présidée par le ministre ou, en son absence, par un des quatre vice-présidents, à tour de rôle. Elle est convoquée par le ministre, qui règle son ordre du jour.

"Vous aurez donc, messieurs, d'abord à examiner les plans, les devis, le budget que nous allons vous soumettre. Vous aurez à donner votre avis motivé sur chacune de ces choses importantes. Vous aurez ensuite à examiner toutes les dépenses à mesure qu'elles se présenteront. Vous pourrez enfin user de votre veto, quand viendront les questions concernant les recettes qui vous seront obligatoirement soumises.

"Vous serez aidés dans ce travail, messieurs, et les éléments d'information ne vous manqueront pas. Les différents ministères ont bien voulu vous donner comme collaborateurs MM. les commissaires adjoints, choisis parmi les plus compétents, les plus élevés en grade, en un mot parmi les représentants les plus autorisés de l'administration française.

"Ai-je besoin d'ajouter du mot sur les chefs de service, MM. les directeurs généraux ? Vous les connaissez tous, et, si je ne les avais choisis, ils m'auraient été imposés par l'opinion. Je n'ai à vous présenter ni M. Alphand, dont le nom est connu de l'Europe, ni M. Berger, dont les affaires de Bulgarie. Grave détermination à prendre, puisqu'il n'y allait de rien de moins que de la question d'Orient tout entière, du sort de Constantinople, de la domination même dans la Méditerranée ! D'un autre côté, ce n'était que trop clair, la question, une fois posée, n'était pas susceptible d'une autre solution que celle à laquelle s'est arrêté le cabinet conservateur. Le sacrifice a dû être pénible, mais la nécessité l'imposait, et l'Angleterre s'est soumise. Elle a officiellement, officiellement signifié aux puissances qu'elles ne devaient plus compter, dans leurs différends, que sur des sentiments platoniques de sa part. Ceci dit, tout était dit, et l'on comprend que lord Randolph n'ait point trouvé nécessaire d'aller renouveler à Vienne ou à Berlin l'annonce d'une politique dont on avait certainement déjà pris bonne note dans ses capitales.

Il ne faut point laisser tomber cette énergie et refroidir cet enthousiasme : hâtons-nous.

"De cette grande Exposition la France attend de grands résultats. Elle y voit une manifestation solennelle qui l'honore parmi les nations; un acte qui montre sa puissance ; une victoire pacifique qui lui rendra son rang dans le monde."

Son discours terminé, M. Lockroy a saisi la commission des plans et devis qui ont été discutés déjà par le comité supérieur administratif de l'Exposition.

Dans la matinée avait eu lieu une réunion du comité supérieur administratif de l'Exposition, sous la présidence de M. Lockroy. Les trois directeurs de l'Exposition et le directeur du cabinet du personnel du ministère du commerce, qui composent ce comité, avaient examiné et discuté, une dernière fois, les plans et devis que M. Lockroy a remis, le 22, à la commission des 43.

Le canal des deux mers, en France.

M. O. Justice est un partisan convaincu, on peut même dire passionné, du canal des deux mers, et les raisons qu'il donne de cette conviction dans son livre *De la Méditerranée à l'Océan* ont, incontestablement—dit le *Temps* du 23 octobre—une très grande force. Après avoir constaté que, depuis vingt ans, il s'est produit une diminution notable et qui va en progressant dans les affaires générales du pays et principalement dans celles de nos ports de Bordeaux et de Marseille, il attribue, en partie, cette crise à la non exécution du canal de Narbonne à Bordeaux, dont la conséquence a été de livrer sur mer plus des deux tiers du trafic aux Anglais, et sur terre, depuis le percement du Saint-Gothard, de favoriser les ports italiens et autrichiens au détriment des ports français, et les lignes italiennes et allemandes au préjudice des lignes françaises. En 1885, M. Waddington a reconnu devant la Chambre que l'ouverture de la ligne du Saint-Gothard a détourné de notre pays un courant considérable d'affaires et est venue achever ainsi notre isolement économique.

Par le Gothard, en effet, le commerce trouve une ligne directe de Gênes et des différents ports de l'Adriatique à Anvers et aux stations importantes de l'Europe septentrionale. Ainsi la production, le commerce de Berlin, de Leipzig, de Dantzig, de Francfort, de Cologne ont plus que décuplé. Dantzig, Brême, Hambourg ont pris le premier rang dans la statistique maritime de l'Europe.

Le chiffre d'affaires de Hambourg est arrivé à primer celui de Marseille et même d'Anvers. En même temps Gênes, Brindisi, Trieste, qui alimentent pour la meilleure part cette activité et cette expansion de l'Allemagne, se sont germanisés peu à peu. Il en sera bientôt de même de Salonique, par où l'absorption tentonne s'avance dans l'Archipel, progresse vers la mer Egée, au détriment du Danube, à côté de Constantinople, en face de Suez, et d'où un chemin de fer va jusqu'à Uskub, à la frontière de Turquie, directe l'Méditerranée à Berlin et Berlin à Hambourg.

L'Angleterre est maîtresse dans la Méditerranée, où elle a établi des étapes fortifiées et dont elle tient les clefs. Elle a accaparé la majeure partie de ces transports, dont elle ne fait une sorte de monopole. Nous sommes ses tributaires. Nos flottes passent sous ses canons à Gibraltar, à Malte, à Chypre, à Aden. La majeure partie des achats de nos manufactures se font à Londres ou à Liverpool, d'où, par exemple, les laines d'Australie et les cotons d'Egypte nous reviennent grevés d'une plus-value de 15 à 20 0/0. L'Autriche, de son côté, gagne dans l'Adriatique par Trieste et par Fiume. La ligue suisse et puissante relie cette mer au grand fleuve allemand, le Rhin, et à la mer du Nord. L'Italie, également, s'agite et se fait entreprenante. Gênes fait échec à Marseille.

Pour rétablir l'équilibre à notre profit, pour relever notre commerce, pour lutter contre Anvers, Hambourg, Salonique, Fiume, Brindisi, Trieste, Gênes, il faut, de toute nécessité, améliorer nos voies de navigation, nos ports, notre outillage ; il faut surtout, par la percée de l'isthme du Languedoc, ramener le mouvement des échanges d'orient en occident à sa direction normale, la transversale de Narbonne à Bordeaux. Il est évident que le jour où une route serait ouverte aux flottes nombreuses qui font le trafic de l'océanien à l'orient, le jour où les grands paquebots pourront, sans rompre charge, passer de la Méditerranée dans l'Océan, du port de départ au port destinataire, ce jour-là, quelles que puissent être les considération de rivalité ou d'amour-propre, on ne pourra n'en sera pas un seul qui hésite à préférer cette route, qui sera la plus directe, la plus rapide, la plus sûre et, partant, la plus profitable.

Quant au point de vue militaire, le relèvement des deux mers aurait pour effet de doubler nos forces navales en permettant la concentration rapide et sûre des escadres de l'océan et de celles de la Méditerranée. Nos établissements côtiers en recevraient une absolue sécurité et, ce qui est d'une importance capitale, nous n'aurions plus à nous préoccuper de Gibraltar. Le canal serait, en outre, très profitable à nos possessions d'Algérie et de Tunisie, dont les produits pourraient arriver sûrement et à peu de frais jusque au nord de la France.

L'auteur estime que la dépense du canal serait de huit cent millions à un milliard. Le service des intérêts et le remboursement du capital seraient amplement assurés par un péage de 3 fr. 60 par tonne, et qui pourrait se contenter de six millions par an pendant cinq ans, ce qui est insignifiant en présence des grands avantages militaires et financiers que l'Etat retirerait du canal. M. O. Justice, il est à peine besoin de le dire, est absolument antiprotectionniste, ce dont on ne saurait s'étonner de la part d'un aussi ardent partisan du canal des deux mers; car, n'ayant servi ait un canal alors que, par suite des droits prohibitifs il n'y aurait plus de transit sérieux à espérer ?

Les chrétiens dans le nord de l'Annam et au Tonkin.

Les *Missions Catholiques* publient une longue lettre, du 10 septembre, de M. Puginier, évêque du Tonkin en résidence à Hanoï, qui donne des renseignements sur la situation générale dans le nord de l'Annam et au Tonkin.

L'évêque rapporte d'abord qu'une vingtaine de petites chrétientés disséminées dans deux sous-préfectures du Thanh-Hoa ont été saccagées et que la 1800 âmes ont été saccagées et que les rebelles ont massacré un grand nombre de chrétiens, entre autres tous les habitants de Keben, le village qui donne son nom à la paroisse. Ceci pour le Thanh-Hoa. Dans la province de Son-Tay, les pirates ont enlevé, dans la nuit du 28 au 29 août, le curé indigène de la paroisse de Du-Bo. Le poste français n'est mis à leur poursuite, mais sans succès. Après avoir donné une foule de détails sur les événements, M. Puginier s'exprime ainsi sur la situation générale :

"Pour quiconque a l'esprit droit et n'est point prévenu, il sera toujours clair comme le jour que les missions du Tonkin et de la Cochinchine sont victimes de la haine qu'un parti hostile a juré à la France. Le régent Thuyet, son ombre de ses mains, Hanh, fugitif et un grand nombre de mandarins travaillent toujours avec une activité incroyable à révolutionner le pays. Après avoir réussi dans la partie que l'on appelle maintenant l'Annam, ils s'efforcent d'étendre leur action jusque sur le Tonkin, ainsi que je l'ai dénoncé aux autorités il y a deux grands mois. Il n'y a aucun doute sur les motifs qui les font agir ni sur le but qu'ils poursuivent. Ils révolutionnent le pays pour harceler, fatiguer, décourager les Français et indisposer contre eux les populations, qu'ils leur rendent de plus en plus hostiles.

"Une fois l'insurrection maîtresse d'une province, l'ennemi mis de nouveau à exécution son plan infernal bien arrêté : extermination des chrétiens pour enlever à la France son vrai appui, afin de pouvoir ensuite poursuivre avec plus de chance la lutte à outrance. On ne veut pas assez comprendre cette vérité que l'ennemi a avoué ici même officiellement. En cela on a très grand tort : on fait fausse route, on se fait par sa propre faute, on se prive également d'un appui inappréciable et on ne s'aperçoura de son manque que lorsque une réaction nage aura dissipé les préventions et éclairé les esprits ; mais alors il ne sera plus temps. On regardera autour de soi pour chercher ces dévouements amis qui aura existé et dont on a entendu parler : on ne le trouvera plus. Il aura disparu, et à sa place on n'apercevra que des ruines et un immense vide.

"Il est pénible de le dire, parce que l'amour que l'on a pour sa patrie pousse à excuser les fautes de ses représentants et à cacher ce qui lui est défavorable. C'est le sentiment que j'éprouve, comme doit l'éprouver tout bon et vrai Français. Mais il y a des choses tellement apparentes qu'elles sautent dans yeux. En voulant les cacher, on ne trompe personne et on nuit plutôt au bien commun."

Enfin M. Puginier rapporte ce qui suit dans un post-scriptum :

"Je vous parlais, dans ma lettre, de gros nuages qui me donnaient de vives appréhensions. Voici qu'il m'arrive de mauvaises nouvelles de quatre paroisses de la mission. Elles me font toutes présager que l'insurrection est sur le point de gagner le Tonkin. Les populations ont été, particulièrement dans ces derniers mois, profondément travaillées en secret par les lettrés, qui s'efforcent de les rendre hostiles à la France.

"Déjà des indices de soulèvement ont été remarqués dans la province de Nam-Dinh, et, pour les arrêter, le résident a dû envoyer des milices. Une bande de 1 10 hommes, tous armés de fusils dont une trentaine se chargeant par la culasse, vient de traverser la province de Hadot du nord au sud, pour aller se mettre au service de Cai-Chang, grand chef de rebellas qui campe de nouveau à côté du ville de Bouy-Laug, à une distance de trois lieues de la mission de Ke-So. Au bout de trois jours, cette bande, qui doit servir de noyau, était renforcée de 400 hommes environ, venus à un signal donné, des villages voisins, surtout de Phu-Khé et de Bing-Laug, reconnus depuis très longtemps comme très hostiles aux Français. Ces révoltés ont dit carrément qu'ils n'en voulaient qu'aux Français et à la mission française de Ke-So."

La mission de Ke-So est dans le delta, sur la rive gauche du Day et à une quarantaine de kilomètres de la riche cité de Nam-Dinh et à peu près à égale distance de Ninh-Binh.

EMANCIPATION.—L'émancipation des femmes en Russie.

Une dame employée à la chancellerie de la délégation municipale de Moscou, a été nommée chef du bureau, avant fait preuve d'aptitudes exceptionnelles.

CÉLÉBRATION D'UN CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE. — Le 17 octobre, on a célébré, en grande pompe, le cinquantième anniversaire de l'entrée dans les fonctions sacerdotales du prince de Furstenberg, cardinal archevêque d'Olmütz, en Autriche-Hongrie. On a joint à cette fête l'inauguration du dôme, complètement restauré. Les archevêques de Vienne et de Prague, l'évêque de Brünn, le nonce du pape M. Vannutelli, le gouverneur de la Moravie et les représentants d'un grand nombre de familles de la haute aristocratie autrichienne ont assisté à cette double fête. Il y a eu salut à l'office officiel à la cathédrale, puis réception officielle au château, entouré du conseil municipal, a présenté à l'archevêque, le nue adresse de la ville d'Olmütz. La réception a duré deux heures. La fête s'est terminée par un dîner de cent cinquante couverts à l'archevêché.

LE CARDINAL JACOBINI.—Nous trouvons, dans nos derniers journaux de Paris, la nouvelle que l'*Observatore romano*, organe du Vatican, annonce que le cardinal Jacobini est complètement rétabli de sa maladie. Il rentrera, immédiatement, à Rome.

LE GIGOT SAIGNANT.—Les amateurs de gigot saignant peuvent se livrer sans scrupule à leurs goûts gastronomiques. Le docteur Chatin, en France, a étudié dans ses moindres détails la ladrerie du mouton, et il déclare d'une façon absolue que le ténia de ce ruminant est sans danger pour l'homme. Le bœuf et le porc restent seuls en possession du privilège de nous fournir le ténia qui devient le ver solitaire, hôte incommode et difficile à extirper. M. Chatin reconnaît qu'en Afrique, où l'on mange beaucoup de mouton, le ver solitaire est plus commun que partout ailleurs ; mais il affirme que le mouton n'y est pour rien. Les révolutions des cysticoques sont tellement surprenantes qu'il vaut mieux ne pas s'abandonner à une confiance exagérée. Le plus sage est de ne manger que des viandes ayant subi dans la cuisine une température suffisante pour anéantir tous les ténias imaginables. Les rôtis en seront peut-être moins savoureux, mais on ne courra pas le risque de se souiller d'un parasite dont la coexistence est toujours un péril, et dont la présence cause dans l'organisme des désordres qui persistent après l'expulsion.

UN NOUVEAU MÉTRONOME. — M. Camille Saint-